

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 171

Avril 2026

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Il ne reste que l'alternative anarchiste

A chaque élection, le vote Rassemblement National s'ancre davantage de l'échelon local au national. A droite, implosion de diverses tendances, certaines d'entre elles étant prêtes à s'allier à l'organisation d'extrême droite tant honnie, il n'y a pas si longtemps que cela. Les prochaines élections municipales verront bien des digues sauter pour que certains puissent conserver leurs postes et les privilèges qui vont avec. La gauche, du moins ce qu'il en reste, crie au déni de démocratie, aux alliances dangereuses et la droite rappelle à juste titre que la gauche a bien utilisé à l'époque mitterrandienne le F.N. pour casser l'unité de la droite. Le panier de crabes de la politique politicienne, le macronisme n'étant que le ragoût de tous ceux qui veulent garder ou conquérir des places. On voit où se situe l'intérêt général chez ce type d'individus.

Le drame est que le R.N. est devenu un parti dédramatisé, c'est-à-dire un parti comme les autres. Les électeurs du R.N. ne sont plus gênés de se réclamer de ce parti et ne comprennent plus les réticences des états-majors politiques pour les alliances, jusqu'à lors jugées contre nature.

Le fait politique choquant est que, malgré l'histoire, un tel parti puisse exister et proliférer. Et il n'est pas le seul en Europe, la Hongrie, l'Italie en tête et les vieux démons allemands qui ressurgissent...

Tout aussi historiquement, ce genre de partis ne prospère que dans les périodes de crise sociale profonde. De ce point de vue, la plupart des pays européens sont servis. Si l'on ajoute que les autres partis sont en déliquescence après leurs divisions, magouilles et pour certains, des scandales financiers, le R.N. et autres partis d'extrême droite avec leur démagogie et leurs fausses solutions ne peuvent que progresser tant est importante la détresse, voire la misère des plus défavorisés. Le R.N., comme les autres partis, s'intéresse cependant à quelques problèmes du peuple, histoire de mieux récupérer des suffrages, pour un jour s'installer au gouvernement, c'est-à-dire à la table des puissants où l'on fait bombance.

Macron nous avait promis de rénover, moderniser la vie politique et il suffisait qu'il soit élu pour que le F.N./R.N.

s'efface d'un coup de baguette magique. Mais les petites magouilles et embrouilles à la Benalla et Cie ont repris le dessus. Les chicanes pour le leadership à Paris entre Rachida Dati et Bournazel en sont un autre exemple. En réalité, les politiciens de tous bords se foutent de la gueule de leurs électeurs. En effet et bizarrement, à les écouter aucun ne parle du pourquoi de l'origine d'un tel parti (R.N.). A croire que c'est une génération spontanée apparue comme ça par miracle. Il leur est sans doute difficile d'admettre, de droite comme de gauche et la bande à « en même temps » qu'ils sont responsables de l'apparition du F.N./R.N. et de son renforcement.

Ce sont leurs erreurs, leurs choix qui, en créant l'exclusion, la misère, le chômage, les inégalités sociales et fiscales, les quartiers défavorisés, les déserts industriels, médicaux... ont favorisé le vote Lepéniste de Jean-Marie puis mariniste/ Bardeliste. L'électeur d'extrême droite qui voit sa situation se dégrader vote pour le parti qui lui apparaît comme le défenseur des plus pauvres. Les gens ayant tellement peur du déclassement. Le R.N. joue le rôle électoral que le Parti Communiste jouait après-guerre. Un pôle de contestation apparent, fictif si l'on analyse comment le P.C. a sauvé le système dans la foulée de Mai 1968.

Pendant ce temps, les députés de la majorité et alliés continuent leur train-train et leurs réformes qui pénalisent les chômeurs, les jeunes, les travailleurs et les retraités.

Marine Le Pen, tout comme Salvini en Italie ou les fascistes allemands mettent en avant les émigrés, boucs émissaires bien pratiques pour leurs desseins de conquérir le pouvoir. C'est un exutoire bien commode et connu depuis des lustres. Le R.N. met en avant les magouilles politiques de ses concurrents laissant à penser qu'il est différent. Mais il est identique aux autres. Rarement une critique contre le patronat, les spéculateurs et tous ceux qui sont responsables de la misère et des difficultés quotidiennes des Français.

Par contre, ce qui est certain, c'est que le R.N. fait une

grande place à la famille, les amis...ce qui augure mal d'une future liberté accordée à ceux et celles qui n'appartiendraient pas au clan Le Pen. Ou Bardella en cas d'ingérence de Madame Le Pen. Si leur tour vient, ils seront les dignes représentants des banquiers et les défenseurs des intérêts des plus puissants de l'industrie et des agitateurs.

Tout ce dont profitent les salariés est le résultat de mouvements sociaux d'ampleur, de grèves, de luttes contre le patronat auquel il a fallu arracher quelques avantages : congés payés en 1936, défense des retraites en 1953... Si parfois, nous constatons un acquis législatif concédé, comme les 35 heures, c'est que « cet acquis » n'a été que la contrepartie de la flexibilité, l'annualisation du temps de travail et plus généralement de la dérégulation du travail. La casse de l'inspection du travail aujourd'hui entre dans cette logique de dérégulation du droit au profit du patronat.

Alors, il ne faudra pas compter sur les politiciens pour se débarrasser du R.N. et de l'extrême droite car il faudrait résolument s'en prendre à son fonds de commerce : le chômage, et les députés par exemple en sont incapables. Il faudrait aussi attaquer ces patrons qui, ayant des entreprises bénéficiaires, licencient pour maintenir ou augmenter leurs profits ailleurs ou voir leurs actions monter. Il faudrait s'en prendre aux spéculateurs qui font leur fric sur le dos du populo et parfois du suicide de salariés. Ce serait effectivement partager les richesses et aussi le temps de travail, faire en sorte que le progrès technique (automatisation, intelligence artificielle, numérique...) libère l'homme et la femme et profite ainsi à tous et toutes. Ce serait également faire en sorte que les gens vivent mieux, d'une façon décente dans tous les quartiers et les villages... Tout cela appelle un changement profond de société mais il faut remettre en cause cette pensée unique qui consiste à faire croire qu'il n'existe qu'un système éco-

nomique et qu'il n'est pas possible de faire autrement.

Excluons les régimes dictatoriaux de l'ancien bloc de l'Est et ceux d'aujourd'hui dont la Chine dite communiste, analysons les limites du capitalisme qui, s'il génère beaucoup d'argent, crée en même temps une énorme misère dans le monde, sans compter le saccage de la planète ; alors il ne reste pas grande alternative à part la libertaire.

Vouloir se débarrasser du clan Le Pen et du capitalisme, c'est faire la Révolution dans la tête des gens afin qu'ils prennent en mains leur destinée. Et cela ne passe certainement pas par un bulletin de vote !

D'ailleurs aux prochaines élections municipales au Havre de mars 2026, le meilleur hommage que l'on pourra rendre au syndicaliste anarchiste Jules Durand dont on commémore le centenaire de sa mort aujourd'hui, sera de s'abstenir, de ne pas voter et de se bouger avec les autres travailleurs pour le bien-être et la liberté.

Patoche et André.



Projet révolutionnaire, conservateur ou réactionnaire ?

La lassitude face à la corruption, à la démagogie et à l'hypocrisie de la démocratie est l'un des moteurs de l'extrême droite, qui accepte volontiers, voire revendique fièrement, l'étiquette d'anti-système. À l'un de ses arguments les plus récurrents, la dénonciation du « népotisme » d'État subventionné, il faut clairement opposer que chaque parti politique est l'incarnation même du népotisme, que chaque parti politique vise à s'emparer du pouvoir pour instaurer son propre système de connivence. Par conséquent, quiconque s'oppose au népotisme d'État devrait s'abstenir de voter et concentrer sa dénonciation sur un activisme extraparlémentaire bénévole.

Javier Milei, ce grand fantôme, est présenté comme un grand ennemi de l'État – si seulement il n'était qu'un grand fantôme ! C'est aussi un grand criminel. Et pas

parce qu'il s'attaque à un prétendu socialisme incarné en Espagne par le PSOE, ce parti qui repousse indéfiniment l'abrogation de la loi sur le bâillonnement, ni parce qu'il s'en prend au Premier ministre, une affaire qui nous importe peu ; nous n'allons pas discuter de qui mérite réellement le titre de socialiste, cette question a été réglée par l'effondrement du régime soviétique – mais à cause de sa propre propagande politique méprisante et de son insensibilité sociale, ainsi que de la vente des ressources matérielles de l'Argentine et de l'exploitation de sa main-d'œuvre au plus offrant, euphémisme pour « recherche d'investisseurs étrangers ».

La première chose que Milei a faite a été d'étendre les pouvoirs et les prérogatives de la police. L'État néolibéral minimal est l'État policier et dictatorial maximal. Le

qualifier d'anarcho-capitaliste, c'est jouer avec la confusion des termes et des concepts, et je crains que nous, anarchistes, devions lutter contre cette terminologie fallacieuse qui se répand dans les médias : aucun capitaliste n'est anarchiste, même s'ils instrumentalisent les foules pour occuper les parlements lors de tentatives de coup d'État, comme ce fut le cas aux États-Unis et au Brésil. La différence entre prendre le contrôle du parlement pour imposer un gouvernement et le prendre pour le paralyser définitivement, ainsi que toutes les institutions de l'État, y compris la police, est flagrante, malgré les apparences. Je dis cela car un commentateur bavard, perspicace et soi-disant démocrate a comparé les tentatives de coup d'État de Washington et de Brasilia à l'initiative « Encercler le Congrès » : calomnies et mensonges, et il en restera toujours quelque chose.

Ils s'attribuent médailles et décorations, célèbrent leurs années au pouvoir et s'octroient honneurs et prix. Que peut-on attendre de ceux qui sont habitués à la flatterie et à l'adulation gratuites? C'est de l'endogamie institutionnelle : ils s'applaudissent entre eux et prétendent que nous les applaudissons tous.

Il est significatif et inquiétant que VOX privilégie délibérément la direction des ministères de l'Éducation et de la Culture des gouvernements régionaux. Ils savent qu'il s'agit d'une stratégie à long terme : endoctriner les jeunes avec leurs valeurs réactionnaires. Comme si l'endoctrinement de la gauche à des concepts tels que la compétitivité ne suffisait pas, il faut maintenant craindre la sape, dès l'enfance – avec un nationalisme catholique exacerbé –, de consensus sociaux fondamentaux comme le droit à l'avortement, l'égalité des genres, l'euthanasie et le respect de la communauté LGBTQ+. Qu'on le déplore ou non, et malgré la démagogie de gauche qui les présente comme une concession de bonne grâce garantie par l'autorité et la hiérarchie étatiques, tous ces droits ont été conquis au terme de longs processus de lutte politique et sociale, dont certains continuent de remettre en question le rôle prépondérant de l'État dans la société.

La Marche des Fiertés est un phénomène historique et social unique. Lorsque l'indifférence face à l'homosexualité, la bisexualité ou la transidentité sera aussi grande qu'elle l'est aujourd'hui face à l'hétérosexualité, la Marche des Fiertés disparaîtra. Une personne n'est pas définie par ses goûts ou ses pratiques sexuelles. Tout au plus, ces exemples nous renseignent sur un aspect très spécifique et limité de leur existence. Si la Journée de la Fierté existe, c'est parce qu'il existe des jours d'humiliation. Bien sûr, cela ne signifie pas que la communauté LGBTQ+ était socialement acceptée avant la célébration de la Journée de la Fierté ; elle a été dépsychiatrisée au milieu des années 1970, et l'homosexualité reste un crime dans plus de trente pays, parfois même passible de la peine de mort. Mais aujourd'hui, cet événement a

été institutionnalisé, dépouillé de ses connotations de rébellion. Il est devenu politiquement correct. Le désir d'intégration sociale peut conduire à une attitude non critique envers la société par peur du rejet.

C'est ainsi que des institutions aussi néfastes que le mariage peuvent être acceptées comme des droits. Cela reflète simplement le fait que les mêmes divisions existent au sein de la communauté LGBTQ+ que dans la société en général, et c'est là leur seul point commun : il y a des personnes LGBTQ+ réactionnaires, progressistes, révolutionnaires, etc. Mais le mouvement LGBTQ+ n'est pas intrinsèquement l'un de ces éléments ; il n'est pas indépendant des mouvements sociaux généraux.

Pour illustrer ce propos, il suffit de rappeler que l'ancien numéro deux de Marine Le Pen au sein du Front national était Florian Philippot, ouvertement homosexuel. Et plusieurs homosexuels siègent aujourd'hui à l'Assemblée nationale dans les rangs du R.N. En Espagne, un tel cas serait moins probable compte tenu du caractère traditionaliste et national-catholique de l'extrême droite locale, farouchement homophobe. Par conséquent, avant de qualifier le mouvement LGBTQ+ d'intrinsèquement progressiste ou révolutionnaire, comme ce fut le cas à ses débuts, il est important de considérer que le processus d'institutionnalisation, de normalisation et d'intégration peut parfaitement s'inscrire dans un projet conservateur ou réactionnaire. Tant que nous vivons dans une société injuste, l'émancipation des personnes LGBTQ+ ne signifiera qu'une participation égale au sein de l'injustice sociale, dans un contexte historique qui menace de basculer vers l'extrême droite.

De même pour les personnes Trans. Aux États-Unis, au début du deuxième mandat de Trump, 20 000 militaires Trans étaient recensés au sein de l'armée. Nous ne faisons pas davantage confiance aux militaires trans qu'aux militaires gays ou hétéros. Projet révolutionnaire, conservateur ou réactionnaire ? Tout dépend de l'individu.

Que l'extrême droite influence les partis démocratiques, de gauche à droite, par son activisme, est indéniablement flagrant dans les mesures policières appliquées aux réfugiés et aux immigrés au sein de l'UE. On voit très bien les partis de droite courir après les thématiques de l'extrême-droite sur l'immigration et la sécurité. Quand ce n'est pas la gauche qui s'y met aussi. Mais les gens préfèrent l'original à la copie et à force de courir après, on légitime les pensées racistes. La religion peut même prendre le relais pour l'homophobie...

Nous ne faisons confiance à aucun parti. Nous ne faisons confiance à aucune religion. Si personne ne travaille pour toi, que personne ne décide pour toi !



L'anarchisme doit tracer son propre chemin



Il est urgent de reprendre la pratique anarchiste et de reconquérir notre capacité de confrontation. Un paradigme en phase avec notre époque est plus que jamais nécessaire. Il ne s'agit pas d'un redémarrage, comme le prétendent certaines voix mélancoliques qui nous qualifient de « néo-anarchistes ». Reprendre est tout le contraire de redémarrer. Nous ne proposons certainement pas une « réinitialisation ». Lorsqu'on « réinitialise » quelque chose – pour employer le terme technique –, tout ce qui a précédé est effacé et un nouveau système d'exploitation est installé. En revanche, reprendre quelque chose, c'est lui donner une continuité. Autrement dit, les cartes sont rebattues et la partie continue. Ce qui, bien sûr, ne signifie pas reprendre là où nous nous étions arrêtés, ni que la partie continue avec les mêmes acteurs. Il est impossible de revenir exactement au même point dans le temps, mais rien ne nous empêche de goûter à la joie de jouer à notre époque.

Il en va de même pour le renouveau. Il ne s'agit pas de devenir différent, mais de se revitaliser. D'expérimenter. Renouveler, c'est travailler sur l'ancien. C'est enlever tout ce que le temps a abîmé. C'est décaper la rouille et enlever la peinture ternie. C'est polir et repeindre avec créativité. En sachant que tout ce qui est renouvelé vieillira à nouveau et nécessitera une nouvelle rénovation. De nouvelles transformations. C'est le cas de la praxis anarchiste. Un siècle et demi plus tard, elle doit se dépoussiérer et afficher à nouveau des couleurs vibrantes, et surtout, ses propres couleurs. Or, pour se renouveler et se transformer, elle doit expérimenter. L'expérimentation directe est la pierre de touche qui donne à la conception anarchiste sa spécificité et ouvre la porte à l'exploration théorique et pratique.

Aujourd'hui, chacun se sent « inclus ». Or, la seule chose qui se soit largement répandue dans les masses numériques est l'ignorance et la complicité avec le système. Les rares personnes qui se perçoivent encore comme « exclues » sont plus proches du fascisme et des mouvements identitaires que du désir anarchiste de libération totale. Cette tendance croissante s'inscrit dans le climat social actuel marqué par la montée du populisme à l'échelle mondiale. Il est donc nécessaire d'élaborer une nouvelle voie de lutte contre le totalitarisme de la « rationalité technologique ». Bien entendu, cela doit se faire sans renoncer aux repères conceptuels que nous avons définis – issus d'un anarchisme résolument post-gauche –, tout en étant conscients de la nécessité d'une redéfinition constante en fonction de l'évolution du contexte.

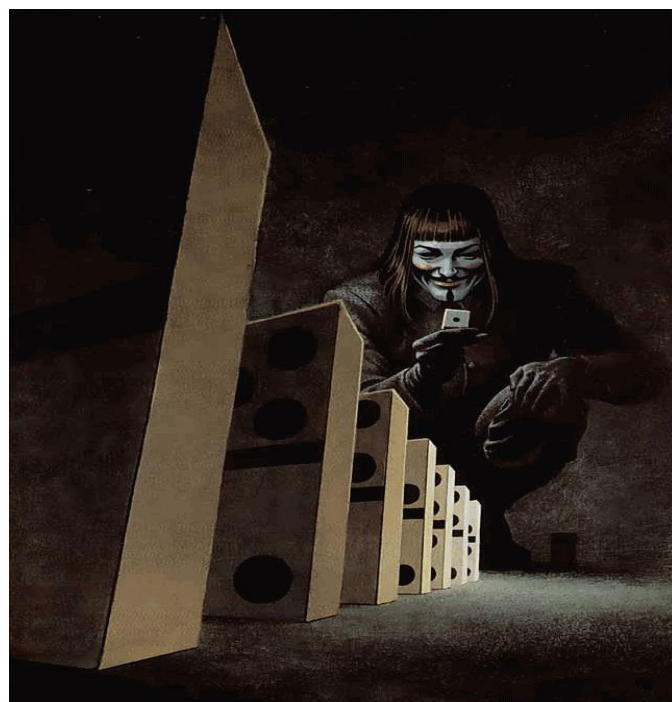
Mais comment agir, tout en restant fidèles à notre cadre conceptuel, dans un contexte totalement inédit ? Il est réconfortant de savoir qu'à d'autres moments de la longue lutte anarchiste, les anarchistes ont dû improviser au fur et

à mesure. Cette « insuffisance » témoigne non seulement de notre nature nomade, mais implique aussi de reconnaître le caractère exploratoire et imprévisible de l'anarchisme.

Par conséquent, nous n'adhérons pas aux programmes de « réinitialisation » de la lutte qui, d'emblée, annulent la performativité séditeuse et le potentiel émancipateur. Il nous appartient d'expérimenter, d'explorer ce monde en mutation et d'esquisser in situ les nouvelles conditions du conflit, conscients du caractère éphémère de toute feuille de route. Ainsi, loin de l'optimisme de la rationalité technologique, il est nécessaire de chercher de nouvelles armes.

Une fois de plus, nous devons tracer notre propre chemin. Ce qui est bien différent d'« avancer dans le noir », comme le proclament souvent certaines voix critiques. L'anarchie n'a jamais eu besoin d'être éclairée. Elle s'est toujours enorgueillie de son extraordinaire vision nocturne et de son talent pour illuminer la nuit. Le véritable problème réside chez ceux qui persistent à regarder dans le rétroviseur (à gauche), à reculer et à s'obstiner à vouloir un « triomphe final ». Ils oublient ainsi que toute l'expérience passée a été captée par la logique de la domination. Ceux qui agissent de la sorte renoncent à notre spécificité et à notre autonomie et se considèrent comme une branche desséchée de l'arbre généalogique « de gauche ». Ils réduisent l'anarchie à un point dans l'espace. Ils la confinent à un lieu défini. Ils l'assujettissent. Ils la cristallisent en un ordre, parachevant ainsi la logique « giga-nano » de la nouvelle domination.

D'après Gustavo Rodríguez



L'anarchisme, c'est la vie réelle

Parmi les traditions historiques révolutionnaires, il est difficile d'en trouver une plus riche en trésors et plus humaniste que l'anarchisme.

L'anarchisme trouve un écho profond dans des mouvements politiques plus récents, comme les manifestations dans les différentes ZAD, contre l'extractivisme, pour une écologie sociale et libertaire etc. : auto-organisation, refus de la délégation, aversion pour les luttes de pouvoir, attention portée à toutes les relations essentielles, caractère proactif plutôt que réactif, logique de l'antagonisme non frontale et asymétrique, etc. Pourtant, ce lien demeure plus implicite et inconscient qu'explicite. Pourquoi ? Parce qu'il existe des dragons. Des dragons gardiens qui, envoûtés par le charme du trésor, le protègent de telle sorte qu'ils l'étouffent et le stérilisent. Ils réduisent l'anarchisme à des acronymes, des dates et des figures emblématiques, fétichisent la mémoire, se construisent des identités forteresses et se méfient de toute nouveauté.

Les esprits aventureux, ceux qui osent déjouer la vigilance des dragons pour libérer et partager les trésors cachés, deviennent indispensables. Ce sont les « traducteurs » qui insufflent une nouvelle vie à l'anarchisme et l'anarchisme à la vie, réveillant une mémoire non pas nostalgique, mais inspirante pour le présent. À l'instar de Tomás Ibáñez, Christian Ferrer ou encore le philosophe et historien français Daniel Colson...

Dans un entretien avec le magazine français Ballast, Daniel Colson partage quelques-uns des précieux trésors qu'il a découverts dans ses explorations : l'anarchisme comme ontologie et non comme utopie ou idéal, la vision de l'État comme « résultant » de micro-relations de pouvoir, l'anti-autoritarisme existentiel comme trait libertaire, l'éthique anarchiste comme logique des comportements et des affects, la révolution sociale au-delà de la révolution politique, le sens de la multiplicité, etc.

Des trésors à savourer et à partager, à activer dans la vie et dans les luttes, une fois libérés des dragons gardiens de l'orthodoxie.

Vous avancez l'idée que l'anarchisme n'est ni un mode de vie, ni un état d'esprit, mais une véritable ontologie. Qu'entendez-vous par là ?

Parler d'ontologie, c'est parler de ce qui est, de ce qui existe, des choses, des faits. Contrairement à une idée répandue (certains libertaires le pensent également), l'anarchisme n'est ni un idéal ni une utopie, et encore moins une de ces belles idées irréalisables. L'anarchisme est profondément réaliste. Il décrit les choses telles qu'elles sont : le chaos, les accidents, la vie et la mort, la joie, mais aussi la

tristesse et la souffrance, les rapports de force et de pouvoir, le hasard et la nécessité, tant de l'existence humaine que du monde et de l'univers qui nous appartiennent. En bref, l'« anarchie » de ce qui est. L'idéalisme et l'utopie ne se rangent pas du côté de l'anarchisme, mais plutôt du côté des « lois », des « religions », des « États » et des systèmes (même scientifiques) qui tentent d'imposer un ordre et de donner un sens au chaos, de le plier à leur logique particulière, au prix de grandes souffrances, de violences et d'obligations. Cet ordre se prétend réaliste, mais sa réalité n'est autre que la domination.

Bien sûr, il existe dans ce monde des raisons évidentes de se décourager. Mais d'un point de vue libertaire, elles ne sont pas de cet ordre. Elles n'ont rien à voir avec la faiblesse d'une utopie ou d'un idéal qui se heurterait à la dure réalité d'un monde où se comporter comme un ange conduit bien souvent à se comporter comme une bête. Loin d'être surpris ou découragés, les anarchistes devraient reconnaître que les tensions, les conflits, les passions, les rivalités et la violence que l'on observe partout sont précisément la preuve la plus concluante de l'ontologie qu'ils défendent : l'anarchie de ce qui est, l'anarchie de ce qui existe. Sous la façade des religions et des États, des politesses et des apparences, une nouvelle crise, une nouvelle explosion, une nouvelle démonstration de la nature anarchique et indomptable du réel sont toujours à l'affût.

Le point de départ de la vision anarchiste du monde ne réside ni dans la philosophie ni dans la pensée de figures telles que Proudhon ou Bakounine. Bakounine est devenu anarchiste relativement tard, influencé par les événements, notamment par sa rencontre concrète avec les horlogers du Jura suisse. La pensée de Proudhon, fortement marquée dès son plus jeune âge par son expérience professionnelle dans une imprimerie, doit beaucoup aux événements de 1848, qui ont profondément transformé, non pas tant sa personnalité, mais assurément sa pensée, une pensée qui ne l'a jamais quitté.

Dans le vocabulaire de la philosophie contemporaine, on pourrait dire que l'anarchisme constitue un horizon de pensée ou, plus largement, un « plan de consistance » (Deleuze). Quelque chose « s'installe », quelque chose « se coagule », et associe de nombreuses entités différentes tout en les faisant proliférer : pratiques, théories, techniques, expressions, tempéraments, personnalités, manières d'être, concepts, gestes, idées, esthétiques, etc. Proudhon propose un concept particulier pour penser cette « coagulation » de faits et de forces différents : le concept d'« homologie » (que Spinoza utilise également lorsqu'il explique, en gros, qu'il y a plus de points communs entre un cheval de trait et un bœuf qu'entre un cheval de trait et un cheval de course). A suivre

L'État peut survivre au capitalisme et non l'inverse

Quel type de territoire (et de ville) serait économiquement habitable et viable (dans le cadre anticapitaliste) ?

Dès leurs débuts, les anarchistes Élisée Reclus et Pierre Kropotkine proposèrent la décentralisation de la ville bourgeoise et l'élimination de ses taudis. Tous deux appelaient à un « sentiment de nature » pour guider un retour à un ordre naturel optimisé, fondé sur une dispersion modérée des activités monopolisées par la métropole tentaculaire. En créant un réseau de petites industries, d'hôpitaux, d'écoles, de moulins, de cascades, de routes, de voies ferrées et de coopératives agricoles autour des villes, ils aboutiraient à une région urbaine et rurale intégrée, sans autorité centrale, tournée vers le communisme. Leurs idées furent reprises et développées par d'autres auteurs, notamment Patrick Geddes et Lewis Mumford, qui partirent du concept d'« aménagement du territoire ». Afin de parvenir à un équilibre territorial, de stimuler une vie dynamique et créative, d'éliminer le gaspillage d'énergie et de nourriture et de freiner l'étalement urbain, ils préconisaient une utilisation rationnelle des terres. Cela s'est concrétisé par des propositions telles que les ceintures agricoles, la production d'énergie décentralisée, la répartition équilibrée de la population dans des logements bien équipés, le rapprochement des industries des matières premières et des transports publics efficaces. Ces réformes, à contre-courant, fondées sur le bon sens mais sans perspectives de mise en œuvre, reposaient sur l'altruisme de leurs dirigeants plutôt que sur le soutien de puissants mouvements de quartier ancrés dans les zones libérées. Finalement, la remise en cause de l'idée de progrès a conduit à un regain d'intérêt pour la commune médiévale, notamment pour son fonctionnement ouvert, codifié dans les actes d'autonomie, la régulation de la vie sociale par la coutume et la notion de bien commun. Ainsi, de nouvelles perspectives alternatives à la métropole ont émergé au sein de mouvements auto-organisés, capables de résister aux tentations électorales, aux fusions arbitraires et à l'attrait des subventions.

La rareté et la finitude des ressources entraînent un accaparement des biens immobiliers, des terres, de l'eau et des minéraux, tandis que la crise climatique alimente le développement industriel des énergies prétendument « renouvelables » et des biocarburants. En devenant extractif, le capitalisme mondial s'accroche au territoire comme à une bouée de sauvetage, soustrayant ainsi le plus grand nombre possible de « zones sacrifiées » à la protection de l'environnement. L'effondrement financier de 2008 a mis fin au néolibéralisme pur et a réaffirmé le rôle stabilisateur de l'État. Parallèlement, la montée du capitalisme asiatique, conjuguée à des défis de croissance insurmontables, faisait pencher la mondialisation

en sa faveur, menaçant la domination occidentale à tous les niveaux. De profonds désaccords sont apparus au plus haut niveau. Le principal danger pour le statu quo économique et politique de l'Occident – la compétitivité supérieure de la Chine – exigeait des solutions géopolitiques, non « vertes » ; des monopoles, non la libre concurrence ; l'autarcie, non l'ouverture des frontières – autant de solutions qui signeraient la fin du néolibéralisme. Pour l'instant, le secteur favorable au protectionnisme, aux cartels technologiques, au repli nationaliste et au réarmement général l'emporte. La puissance militaire primant sur la politique étrangère, la mondialisation, telle que conçue par l'idéologie dominante, n'est plus acceptable. De même, la montée du climatoscepticisme et la défense des emplois industriels signalent le déclin de l'écologie d'État. Aujourd'hui, la faction la plus agressive de la classe dirigeante a cessé de croire au progrès et à l'électrification, et se méfie du marché mondial : elle préfère que les industries restent nationales malgré leur faible compétitivité (c'est le rôle des droits de douane), que l'énergie nucléaire bénéficie d'une seconde chance et que ses sphères d'influence soient maintenues par la force si nécessaire. Elle sait que l'économie est en déclin, que l'État-providence se réduit irréversiblement et que la préservation du capitalisme exigera de sacrifier la protection de l'environnement et une part croissante de la population. Son catastrophisme est lié à la fin d'une ère de la civilisation capitaliste plutôt qu'à une « transition écologique » menée par un consortium public-privé. L'idéologie verte, encore optimiste, est supplantée par une décroissance qui génère que les stratèges de la transition appellent « post-croissance ». Malgré tout, le néolibéralisme politique, centré sur le citoyen et post-croissance perd du terrain face à une idéologie progressivement despotique, identitaire, autoritaire et violente, caractéristique d'un régime proto-fasciste post-mondialisation.

Critique de la conception marxiste du rapport entre le développement des forces productives et l'émancipation.

En réalité, le développement des forces productives a rendu l'émancipation sociale quasi impossible. La raison des Lumières, jadis au service de la vérité, s'est depuis longtemps muée en raison instrumentale au service du pouvoir. Cette évolution a pu, dans ses premières phases, donner naissance à une classe ouvrière industrielle contestataire, mais, par la suite, malgré la généralisation du salariat, la base sociale de la lutte pour l'émancipation s'est réduite comme peau de chagrin. La machine a inexorablement étouffé la force de travail et conditionné toute la vie sociale, la plaçant entre les mains d'experts. La technologie et le consumérisme ont conduit à la « dé-

classification » de la population ouvrière et à la perte de la conscience de classe, effaçant de leur imaginaire collectif toute aspiration révolutionnaire. En Occident, la société de classes a cédé la place à une société oligarchique fondée sur des classes moyennes salariées. La désintégration de la sphère soviétique a engendré un capitalisme monopolistique d'État. La base matérielle de l'émancipation n'a prospéré nulle part : la principale force productive, qui n'est pas le travail mais la haute technologie, est devenue de plus en plus destructrice, puis inutile à des fins de libération, et donc impossible à autogérer.

S'agissant de l'État, est-il nécessaire de surmonter le capitalisme ou constitue-t-il un obstacle ?

Pour celles et ceux qui prônent une organisation sociale horizontale, sans bureaucratie, sans dirigeants, sans prisons ni forces de l'ordre, l'État est sans conteste plus qu'un obstacle : c'est un ennemi redoutable. Ils souhaitent renforcer la société civile en œuvrant à son fonctionnement autonome, c'est-à-dire en dehors des institutions établies. De plus, l'État est l'État de la classe dirigeante, donc le visage politique du capitalisme et, en tant que

monopole de la violence, son bras armé. Quelles que soient sa forme et sa propagande médiatique, l'État est l'exploitation politiquement organisée de la majorité de la population par une minorité. Puisque l'État peut survivre au capitalisme, et non l'inverse, l'abolition de ce dernier n'entraîne pas nécessairement celle du premier. Il faut commencer par démanteler l'État. Il faut commencer par exposer ses machinations. Grâce aux pièges de la participation et au conformisme ambiant, l'État absorbe toutes les énergies de la dissidence et coopte aisément ses représentants. Lorsqu'un mouvement populaire pénètre les mécanismes de l'État, il s'y retrouve piégé. Le mouvement crée une bureaucratie qui agit en son nom et, à mesure qu'elle consolide son pouvoir de décision – en modifiant l'ancienne structure du pouvoir et en devenant le gouvernement –, elle se détache progressivement du mouvement, formant une nouvelle classe distincte. Ceux qui délèguent abdiquent. La classe étatique s'émancipe de la société et se proclame son représentant, imposant un changement d'apparence. Mais si la forme de la domination peut changer, son essence demeure la même.

Miquel Amorós.

MANIFESTE POUR LES FORÊTS VIVANTES

Sous prétexte que la combustion de la biomasse à l'échelle industrielle serait une source d'énergie renouvelable, les gouvernements se sont empressés d'exploiter nos forêts, alimentant une nouvelle bulle énergétique – toujours subventionnée par nos impôts – qui s'ajoute aux précédentes (éolien, solaire, biogaz, hydrogène vert, etc.). Là où subsistent des forêts, des projets de biomasse voient le jour et, loin d'être alimentés par les déchets de taille ou les « déchets » comme ils le promettent, ils incinèrent des forêts entières.

Dans un contexte de crise écologique et climatique, marqué par une augmentation annuelle des émissions de gaz à effet de serre, les forêts indigènes sont absolument essentielles, tant pour la capture et le stockage du carbone atmosphérique que pour le maintien de la biodiversité et la préservation des sols. Leur combustion accroît les émissions de gaz contribuant au réchauffement climatique, ce qui va à l'encontre des objectifs convenus à l'échelle internationale. De plus, il est prouvé que la combustion du bois produit davantage d'émissions de gaz à effet de serre que la combustion d'énergies fossiles, comme le charbon, et libère de nombreux autres composés polluants.

La combustion de la biomasse n'est pas « neutre en carbone ». Lors de la combustion de la biomasse forestière, le carbone stocké pendant des décennies, voire des siècles, est immédiatement libéré dans l'atmosphère. En revanche, lors de la décomposition du bois dans le

sol, seule une partie du carbone est libérée dans l'atmosphère, et ce, progressivement, au fil des années de décomposition. Le carbone restant est incorporé au sol comme nutriment, réduisant ainsi considérablement les émissions de carbone.

Les risques sanitaires liés aux émissions issues de la combustion de biomasse sont bien connus. Le facteur environnemental présentant le plus grand risque pour la santé est l'exposition aux particules fines (PM2,5), responsable d'environ 238 000 décès prématurés chaque année dans l'Union européenne. Des études récentes montrent que l'exposition aux émissions de biomasse peut être encore plus nocive que celle provenant des zones urbaines.

La Commission européenne a elle-même averti que l'utilisation de la biomasse pour produire de l'énergie et de la chaleur peut avoir un impact négatif important sur la biodiversité et les écosystèmes locaux. Pourtant, l'UE subventionne la combustion de la biomasse à hauteur d'environ 24 milliards d'euros par an – des fonds publics qui devraient être utilisés en priorité pour prévenir le gaspillage d'énergie et promouvoir l'efficacité énergétique, plutôt que pour incinérer des forêts afin de produire de la chaleur, de l'électricité ou des carburants de synthèse (procédé Fischer-Tropsch).

Les centrales au charbon ferment leurs portes en raison de leurs émissions. Les remplacer par des incinérateurs de biomasse n'est pas la solution, car cela compromet

l'avenir de nos forêts primaires, partiellement ou totalement abattues et brûlées. Dans le pire des scénarios, les forêts sont remplacées par des monocultures d'essences à croissance rapide. Ces monocultures réduisent considérablement la biodiversité et deviennent des sources nettes d'émissions de carbone, comme cela s'est déjà produit dans les pays nordiques et en Allemagne, pionniers dans la mise en œuvre de « fermes chauffées ».

La perte de biodiversité associée à cette destruction et à ce remplacement des forêts ou de leurs composantes réduit la capacité naturelle des sols forestiers à se décontaminer, la résilience des forêts face aux ravageurs, leur capacité à retenir le sol et à prévenir un ruissellement excessif, et modifie les conditions microclimatiques de la végétation qui peuvent partiellement atténuer, entre autres, les effets des incendies.

Il est vrai que notre société a besoin d'énergie pour son fonctionnement et que la biomasse a été utilisée de longue date ; le problème réside dans l'échelle. Face à la diminution des ressources énergétiques, nous devons

déterminer nos besoins et leurs finalités, en priorisant la satisfaction des besoins fondamentaux de notre société et en renonçant à toute consommation d'énergie inutile, nuisible ou contre-productive. Tout cela doit se faire sans pour autant renoncer aux bienfaits irremplaçables que procure la préservation de nos forêts.

Arba León Bierzo



Groenland : compétition impérialiste et le piège de la souveraineté étatique



Groenland : extractivisme, compétition impériale et le piège de la souveraineté étatique

L'Arctique n'est plus une périphérie glacée du système mondial, mais un enjeu majeur de la crise contemporaine. Le Groenland, en particulier, se trouve désormais au carrefour du dérèglement climatique, de l'extractivisme, de la militarisation et de la rivalité entre grandes puissances. Ce qui est présenté dans le discours officiel comme un débat technique sur la sécurité, le développement ou la souveraineté n'est en réalité que la continuation d'une logique historique de domination étatique et d'accumulation capitaliste.

Pour comprendre ce qui se passe au Groenland, il faut aller au-delà des gros titres géopolitiques et replacer le conflit dans une perspective critique qui interroge non seulement qui contrôle le territoire, mais aussi quelles formes de pouvoir, d'organisation sociale et de rapport à la nature sont imposées.

Le mythe du territoire vide et de la continuité coloniale

Le Groenland est la plus grande île du monde et est principalement habité par les Inuits. Bien qu'il ait été historiquement présenté comme un « espace vide », ce récit occulte les modes de vie, les savoirs et les pratiques sociales qui existent depuis des millénaires sur son territoire et

légitime son appropriation.

Formellement rattachée au Royaume du Danemark, le Groenland bénéficie d'une large autonomie administrative depuis 2009, lui permettant de contrôler une grande partie de ses ressources naturelles. Toutefois, cette autonomie est limitée par des dépendances économiques structurelles et des cadres juridiques étrangers aux traditions des communautés inuites, ainsi que par son implication dans des alliances militaires et économiques décidées hors de l'île. La décentralisation administrative ne fait pas disparaître la colonisation ; elle se transforme simplement.

D'un point de vue anti-autoritaire, l'État moderne – même lorsqu'il se présente comme démocratique ou progressiste – agit comme un instrument de domestication : il impose des catégories juridiques, économiques et territoriales qui subordonnent les modes de vie communautaires aux besoins du capital et de la géopolitique.

2026 : la fin de « l'exception arctique »

Pendant des décennies, l'Arctique a été présenté comme une région de coopération scientifique et de gouvernance partagée. Ce discours s'est effondré. L'année 2026 marque la fin définitive de cette illusion : les pressions explicites exercées par les États-Unis sur le Groenland, notamment les menaces économiques et la normalisation du recours

à la force comme une possibilité, signalent le passage d'une diplomatie secrète à une coercition ouverte.

L'intérêt des États-Unis n'est pas nouveau. Dès 1946, Washington tentait d'acquérir l'île. Ce qui a changé, c'est le contexte : la crise climatique accélère la fonte des glaces, ouvre de nouvelles routes maritimes et rend accessibles des ressources auparavant inaccessibles. Le Groenland devient ainsi un enjeu stratégique dans la compétition inter-impérialiste, notamment dans la volonté des États-Unis de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine pour les minéraux essentiels à leurs industries technologiques et militaires.

Présenter cette dynamique comme une question de « sécurité internationale » est une erreur. Il s'agit, en réalité, de sécuriser les chaînes de valeur, de contrôler les points de passage géostratégiques et d'anticiper un scénario de pénurie mondiale.

L'extractivisme et l'illusion du capitalisme vert

Sous la calotte glaciaire du Groenland se cachent de vastes réserves de terres rares, d'uranium, de zinc, de pétrole et de gaz, ainsi que d'autres matières premières stratégiques essentielles à l'industrie technologique et à la prétendue « transition verte » du capitalisme mondial. Le discours dominant invoque la transition énergétique, le développement durable et la lutte contre le changement climatique pour justifier leur extraction. Or, ce discours omet de remettre en question la logique sous-jacente : la marchandisation de la nature selon des modèles d'accumulation qui font fi des besoins des communautés locales.

Loin de freiner les capitaux, la crise climatique est devenue leur nouveau moteur d'expansion dans l'Arctique et une opportunité commerciale pour les capitaux et les grandes puissances. La militarisation de la région, notamment la présence croissante des États-Unis et de l'OTAN sous prétexte de « protection de l'environnement », sert des intérêts géostratégiques visant à garantir que, lorsque l'Arctique deviendra accessible grâce à la fonte des glaces, les routes commerciales et les ressources stratégiques resteront sous contrôle occidental, excluant ainsi des rivaux comme la Chine et la Russie. Cela implique la destruction des écosystèmes locaux et des modes de vie autochtones pour satisfaire les besoins énergétiques et technologiques des pays du Nord et asseoir leur puissance.

Les décisions relatives à l'exploitation minière, aux infrastructures et à l'énergie ne répondent pas aux besoins des communautés inuites, mais plutôt aux pressions exercées par les puissances étrangères, les grandes entreprises et les alliances militaires. Dans ce contexte, le développement extractif apparaît à la fois comme une

imposition et un piège : financer l'indépendance économique du Groenland par l'exploitation effrénée de ses ressources compromettrait irrémédiablement l'environnement et les fondements mêmes de la survie culturelle et matérielle de ses habitants, les prenant en étau entre un régime colonial prolongé et une souveraineté conditionnée par le marché mondial.

L'emplacement de Pituffik au Groenland

Militarisation et violence structurelle

La présence d'installations militaires telles que la base américaine de Pituffik et le déploiement régulier de forces et d'exercices de l'OTAN témoignent de l'intégration du Groenland dans l'architecture militaire mondiale. Cette militarisation non seulement normalise le recours à la force comme outil politique, mais transforme également le territoire en zone tampon entre les blocs de puissance.

D'un point de vue critique, la prétendue « protection » offerte par des alliances comme l'OTAN relève moins de la libération que de la discipline étatique exercée sur les territoires et les populations. Les communautés inuites deviennent ainsi des variables secondaires, voire des obstacles.

Pour la pensée anti-autoritaire, cette militarisation n'est pas un excès isolé, mais une expression cohérente de l'État moderne : administrer des territoires et des populations par la menace ou l'usage de la violence, même lorsqu'ils n'ont jamais demandé une telle « protection ».

Le piège de la souveraineté étatique

Face à ces pressions, l'indépendance de l'État est souvent présentée comme la solution évidente. Cependant, cette approche recèle un piège. Un État groenlandais formellement souverain mais dépendant des marchés mondiaux, de la dette extérieure et des alliances militaires reproduirait les mêmes structures hiérarchiques qui le soumettent actuellement.

La souveraineté étatique ne garantit pas une véritable autodétermination ; dans un contexte de compétition entre puissances, les petits États deviennent souvent gestionnaires d'intérêts étrangers à leurs populations. L'histoire récente regorge d'exemples de mouvements indépendantistes ayant engendré de nouvelles formes de dépendance.

D'un point de vue libertaire, l'autodétermination ne se résume pas à un simple changement de drapeau. Elle implique que les communautés décident directement de leurs territoires, de leurs économies et de leurs modes de vie, sans la médiation coercitive de l'État ni l'imposition du capital.

Vers une autonomie radicale et des horizons d'émancipation

Une analyse véritablement émancipatrice doit proposer des alternatives qui transcendent le cadre étatique et rompent avec l'ontologie de l'État, en s'inspirant des formes de vie que le colonialisme n'a pas réussi à effacer :

Reconquérir la gestion communautaire. Dans la cosmologie inuite, le concept de *Sila* unit le climat, le cosmos et l'intelligence collective. Cette vision est incompatible avec la propriété privée des terres et l'extractivisme. L'autonomie radicale exige le rétablissement du contrôle collectif sur les ressources, où la terre n'est pas un « bien » mais un espace commun de subsistance, géré par des conseils d'ânés et des assemblées locales qui ont déjà démontré leur pouvoir en stoppant des projets comme la mine d'uranium de Kvanefeld.

Démilitarisation et zones de paix. Rejeter le discours de la « protection » de l'OTAN ou des États-Unis implique d'exiger la fermeture d'infrastructures comme la base de Pituffik et de déclarer le territoire zone démilitarisée. La sécurité ne doit pas se mesurer en missiles intercepteurs, mais en souveraineté alimentaire et en résilience climatique.

Réseaux horizontaux de solidarité arctique. Rompre l'isolement imposé par les frontières de l'État danois ou d'un futur État groenlandais implique de renforcer les alliances avec le peuple sami d'Europe du Nord et avec les nations autochtones du Canada et de l'Alaska, créant ainsi un bloc de résistance transarctique contre le Conseil

de l'Arctique et les puissances impérialistes.

Rejet de la marchandisation de la nature. Redéfinition de la valeur du territoire en dehors de la logique du marché. Si la « transition verte » des pays du Nord exige le sacrifice de l'écosystème arctique, la réponse doit être une écologie sociale qui place la reproduction de la vie au centre et interroge le métabolisme industriel du capital.

Le différend concernant le Groenland n'est pas un incident isolé, mais plutôt un symptôme précurseur de la crise de l'ordre mondial. Dans un monde aux ressources limitées et confronté au dérèglement climatique, les États et le capital ont de plus en plus recours à la coercition, à l'extractivisme et à la militarisation. L'année 2026 nous met face à un choix crucial : soit nous acceptons l'intégration définitive du Groenland à la machine de guerre et de pillage sous une nouvelle bannière, soit nous soutenons l'émergence de zones d'autonomie qui contestent l'autorité centralisée.

La question centrale n'est pas de savoir qui gouvernera le Groenland depuis un bureau à Nuuk, Copenhague ou Washington, mais si nous continuerons d'accepter que l'État décide de territoires et de vies humaines au nom du progrès. Revendiquer l'autodétermination à la base, remettre en question la souveraineté des États et placer la vie au centre n'est pas seulement un choix éthique : c'est une nécessité politique urgente face aux défis du XXI^e siècle.

Briega

À travers un autre paradigme social et écologique

La dégradation et la catastrophe socio-environnementale actuelle dans lesquelles nous sommes plongés, et qui s'aggravent sans cesse, trouvent leur origine dans les premiers stades du développement du système capitaliste de relations sociales. Dès lors, la planète est considérée comme une immense carrière exploitable, d'où l'on extrait sans cesse des matières premières pour alimenter l'industrialisation, sans égard aux conséquences néfastes que cela peut avoir – et a déjà – sur la nature, les territoires, les corps et les communautés.

Nous nous trouvons dans un contexte de crise sociale et écologique profonde. Le développement du système capitaliste a atteint un point de rupture, brisant la branche sur laquelle il repose et ne faisant que repousser le problème.

L'intensification du changement climatique, l'épuisement des ressources énergétiques, la pollution généralisée, les maladies, les déplacements forcés de popula-

tions et la perte de biodiversité due à la disparition des monocultures transgéniques, conjugués à l'augmentation de la pauvreté, des inégalités et de la précarité sociale à l'échelle mondiale, partagent un même contexte : un processus que la logique même du système rend inéluctable et inorientable.

Par conséquent, aspirer à une vie digne, durable et harmonieuse – tant sur le plan humain qu'écologique – un « Bien Vivre » implique de lutter ouvertement et de manière relationnelle contre la logique capitaliste et les États qui la perpétuent.

Il est également essentiel de construire d'autres types de relations sociales et écologiques visant à dépasser le paradigme de domination, de pillage et de mort dans lequel nous vivons, en établissant d'autres modes de vie, au sein d'une société auto-organisée par la base.

Pour une égalité économique et sociale

Malatesta affirmait que communisme et anarchie étaient synonymes. Rien à voir avec le système des casernes léninistes, simple façade pour un capitalisme d'État bureaucratique. L'anarchisme peut être défini comme un régime de coexistence sociale sans État ni classes, fondé sur le rejet de la division du travail et sur la propriété collective des moyens de production, leur gestion collective et la distribution du produit social selon les besoins. Né d'un libre accord, le communisme libertaire devrait offrir à chacun les conditions idéales d'un épanouissement matériel, moral et individuel maximal. C'est donc un idéal éthique inaccessible par la force, car il repose essentiellement sur la compréhension et le désir d'une majorité librement exprimée. Pour beaucoup, l'anarchisme serait la voie à suivre pour atteindre cet objectif, naturellement par la solidarité et des moyens universalistes, et non par des procédures parlementaires ou des dogmes religieux. Nous entendons l'anarchisme comme la caractéristique doctrinale du socialisme anti-autoritaire qui, longtemps, a accompagné une grande partie du prolétariat révolutionnaire, jusqu'à ce qu'il entre en crise, peut-être définitive, suite aux capitulations de la Révolution espagnole dont les 90 ans seront commémorés cette année.(1936-2026)



Déclaration internationale : La guerre entre États signifie la mort du peuple



La déclaration suivante est rédigée et approuvée par des membres de la Coordination anarchiste latino-américaine (CALA) et des organisations sœurs à travers les Amériques, y compris Black Rose/Rosa Negra.

La violence au Moyen-Orient continue de croître de façon exponentielle. Les profiteurs de guerre, principaux partenaires du capitalisme néolibéral, sèment la mort parmi les plus vulnérables, tandis qu'ils s'enrichissent grâce aux investissements de leurs États. Cette action constitue en réalité une stratégie de domination mondiale, d'accaparement des richesses et des territoires, du pétrole et du gaz... et une aubaine pour l'industrie de l'armement.

Les États-Unis, de concert avec Israël – leur partenaire dans cette offensive – propagent une idéologie d'arrogance, d'intimidation et de violence. Point besoin de discours complexes : il leur suffit d'attiser les craintes de guerre nucléaire et de brandir quelques slogans : « le bien contre le mal », « la lutte contre le terrorisme ». Les médias et les réseaux sociaux, contrôlés par ces mêmes intérêts, reproduisent cette idéologie et censurent toute dissidence.

Après avoir laissé l'État fantoche d'Israël mener des at-

taques illimitées sur le territoire iranien, les États-Unis sont désormais entrés en guerre. Ceci concrétise une obsession nourrie depuis des décennies par de nombreux membres de l'élite dirigeante américaine : le désir de renverser le régime iranien. Cette obsession trouve son origine dans la défaite stratégique subie par les États-Unis en 1980, lorsque leur allié désigné fut renversé lors de la révolution iranienne. Mais plus significativement encore, elle est motivée par les nouvelles stratégies impérialistes que les États-Unis s'efforcent de mettre en œuvre. Ces attaques contre l'Iran – menées par Israël, les États-Unis – se déroulent tandis que la Chine, puissance consolidée, et la Russie, État aspirant constamment à un statut de puissance européenne, attendent et tirent leur épingle du jeu dans un contexte de tensions internationales exacerbées et d'une intensification exponentielle de la lutte des classes.

Sous les yeux aveugles du monde entier, le territoire palestinien est dévasté et sa population exterminée. Une zone assiégée, un apartheid.

L'Iran est aujourd'hui attaqué. Ce régime est problématique non pas parce qu'il est autocratique, mais parce qu'il ne défend pas les intérêts impériaux et qu'il occupe une position géopolitique clé au Moyen-Orient. L'Iran se

défend, mais sa population civile est massacrée.

Les nouvelles technologies de guerre prolifèrent, toujours au détriment des populations. Drones et missiles de nouvelle génération survolent les populations sans défense, les enfants et les personnes âgées... Une technologie si « précise » qu'elle ne repère pas les terroristes, mais des milliers et des milliers de victimes innocentes chaque jour.

Il convient également de souligner l'absurdité de la situation. Ceux qui ont largué la bombe atomique hier sont aujourd'hui les gardiens de la « paix » et de la « démocratie ». La légitimité supposée des institutions internationales, telles que les Nations Unies, s'effondre face à leur incapacité totale à intervenir dans ces conflits.

De plus, non seulement ces institutions ne servent pas à défendre les peuples opprimés, mais elles légitiment au contraire les bellicistes, comme l'a démontré la récente déclaration du G7, qui considère les attaques israéliennes contre l'Iran comme relevant de la légitime défense. Autrement dit, en attaquant l'Iran, Israël s'en prend directement à un État qui développe des capacités nucléaires, ce qui arrange les pays du Nord car cela préserve l'ordre établi au sein du système international.

Ce qui est clair, c'est que c'est le visage le plus vil et le plus cruel du capitalisme, une nouvelle étape historique d'expression qui capture le pire des expériences vécues, mais qui tente de se masquer, parfois, au nom de la démocratie et de la liberté, tout en brandissant plus ouvertement, à d'autres moments, l'étendard de la suprématie blanche.

Nous sommes confrontés à un système de mort, mais nous savons qu'à l'oppression, il y a résistance. Que le peuple souffre, mais aussi se soulève. Que la solidarité internationale se manifeste par des mobilisations aux quatre coins du monde et qu'un cri s'est élevé pour mettre fin à ce génocide. Et que face à tant de barbarie, nous, anarchistes, sommes indignés, nous sommes solidaires, mais nous nous engageons aussi à lutter pour un monde nouveau.

LA GUERRE ENTRE ÉTATS SIGNIFIE LA MORT
POUR LE PEUPLE !

STOPPEZ LE GÉNOCIDE ISRAËLIEN À GAZA !

STOPPEZ LA GUERRE AMÉRICAINE ET ISRAËLIENNE
CONTRE L'IRAN !

Signataires :

Coordination anarchiste latino-américaine (CALA)
Coordination anarchiste brésilienne (CAB)
Fédération anarchiste uruguayenne (FAU)

Fédération anarchiste de Rosario (FAR)
Organisations sœurs de CALA
Organisation anarchiste de Cordoue (OAC)
Organisation anarchiste de Santa Cruz (OASC)
Organisation de résistance anarchiste – Buenos Aires (OAR)
Organisation anarchiste de Tucumán (OAT)
Organisations de soutien
Fédération anarchiste de la Rose Noire / Rosa Negra [États-Unis]
Groupe Libertaire Vía Libre [Colombie]
Fédération anarchiste de Santiago (FAS)

Depuis cette déclaration, les choses n'ont que peu bougé sur le fond mis à part le blocage du détroit d'Ormuz par les Iraniens et possiblement celui de Bab el-Mandeb par les Houtous. Nous sommes dorénavant habitués aux discours erronés et contradictoires du crétin Trump, le petit Toutou de Nétanyahou. Celui d'hier n'a pas rassuré les marchés et les prix de l'énergie continuent de flamber. Trump parle toujours pour ne rien dire ; il menace et éructe, c'est son seul langage. Il propose de « ramener les Iraniens à l'âge de pierre auquel ils appartiennent. » Et il affirme que les Américains ne sont plus sous la menace nucléaire iranienne. Ce crétin est doublé d'un menteur. Pendant ce temps, le sud Liban est envahi par les Israéliens qui s'en prennent aussi aux soldats de la Finul et massacrent des Libanais. Les gardiens de la révolution en Iran répriment encore et encore les contestataires du régime des mollahs (l'avocate Nasrin Sotoudeh arrêtée à son domicile par exemple...). La population civile est visée par les frappes israélo-américaines et meurt par centaines. Le régime iranien met en garde l'ONU contre toute tentative de débloquent le détroit d'Ormuz par la force.

En Cisjordanie, l'extrême-droite israélienne qui vient de faire voter une loi sur la peine de mort pour les Palestiniens continue son épuration ethnique sous le regard complice de l'armée.

Nétanyahou ne connaît plus que la guerre pour mieux se sauver lui-même; il entraîne les Israéliens dans une spirale guerrière dont nul ne peut prévoir l'issue. Cette grande majorité d'Israéliens qui soutient ce premier ministre fascisant a une part terrible de responsabilité. L'Histoire jugera. Au moins quelques millions d'Américains sont descendus récemment dans la rue aux cris de : « Pas de rois, pas de voyous, pas de guerres. »

Qu'attendent les Israéliens pour en faire autant et virer Nétanyahou qui possède autant de casseroles au cul qu'il y a de galets sur la plage du Havre.

Patoche (GLJD)

Les anarchistes ont gagné les élections municipales de mars 2026

Nous avons de quoi nous réjouir avec le taux d'abstention record pour une telle élection : 42,18% au deuxième tour. Les abstentionnistes sont en France les grands gagnants. Pourquoi fanfaronner ? Et bien parce qu'au soir du second tour, sur les plateaux TV, tous les politiciens se réjouissaient de leur victoire. Ils avaient tous gagné, alors pourquoi pas nous ?

Depuis des lustres, on a pris l'habitude de la mauvaise foi des politiciens, de leur morgue, de leur arrogance, de leurs mensonges, de leurs réflexes d'attaque ou de défense, de leur déconnexion totale avec les intérêts des gens qui ont voté pour un maire, enfin pour ceux et celles qui ont voté. Les électeurs ne s'attendaient peut-être pas à être déjà jetés dans l'arène des présidentielles. Ceux qui ont les crocs acérés, les aspirants au pouvoir et leurs soutiens n'en peuvent déjà plus et sont prêts à en découdre avec leurs concurrents. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : de la compétition où tous les coups semblent permis. C'est leur monde : les cabales, les crocs en jambe, les fake-news, les caricatures... À l'opposé du monde que l'on souhaite basé sur l'entraide et la solidarité.

Regardons-les se pavaner, se vanter... La gauche était toute contente de conserver les trois plus grands villes de France : Paris, Marseille et Lyon. Et puis venaient Lille, Rennes, Quimper, Nantes, Rouen, Le Mans, Strasbourg, Nancy, Montpellier... et Pau, la ville du béarnais.

Les Républicains se présentaient comme la grande force et même la première force politique locale en France, avec le plus grand nombre de voix et d'élus. Et d'égrener quelques prises de guerre à la gauche : Besançon, Tulle, Brest, Clermont-Ferrand...

La France insoumise se réjouissait de plusieurs conquêtes : Saint-Denis, Roubaix, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Creil, La Courneuve... LFI va pouvoir obtenir un grand nombre d'élus dans les conseils municipaux.

Le R.N. n'était pas en reste et revendiquait 70 villes. Il accroît son implantation dans les quarts Sud-Est et Nord-Est de la France. Il empiète ainsi sur les plates-bandes de la droite. On constate toujours ce paradoxe entre une implantation dans plusieurs communes bourgeoises du pourtour méditerranéen et celle relative à un enracinement populaire dans le bassin minier. Le R.N. dispose maintenant de 3000 conseillers municipaux, ce qui va lui permettre d'essaimer aux alentours de ses lignes de force.

Il n'y avait que les écologistes qui faisaient grise mine mais comme il n'y avait pas eu de vague verte en 2020, il ne peut y avoir reflux. C'est de la dialectique politicienne aussi.

Alors, ils sont tous contents. Et bien nous aussi, mais pas pour les mêmes raisons.

Laissons place maintenant aux guerres fratricides, à couteau tiré, entre politiciens professionnels. L'opportunisme, les rivalités reprennent et vont donner une image déplorable de la politique. La partie de petits chevaux qui consiste à éjecter ses concurrents et les renvoyer à l'écurie est repartie.

Au Havre, nous avons toujours eu une « ligne abstentionniste » et nous comptons la garder. Il suffit de consulter notre site pour connaître les bases et arguments de notre engagement contre la délégation de pouvoir.

Ils ont voté, et alors ? Rien n'a changé depuis lundi pour les travailleurs. La seule chose qui va changer, c'est la hausse de l'essence et des factures de gaz et d'électricité... puis des denrées alimentaires. Ce qui va encore accroître nos difficultés à finir le mois. Merci au crétin Trump et au criminel Nétanyahou.

Micka (GLJD)

Front anarchiste d'Iran

Israël a frappé les infrastructures gazières iraniennes et l'Iran vient de répliquer en frappant celles du Qatar. Les prix du gaz flambent à leur tour sur les marchés mondiaux. Les hausses du gaz seront effectives sur les factures des ménages français en mai prochain.

Nétanyahou est un criminel de guerre aidé par son toutou Trump. Non content de bombarder des populations civiles au Liban et en Iran, et après avoir dévasté Gaza, il organise la casse de l'économie mondiale. Nous espérons

qu'il sera jugé un jour pour tous ses méfaits.

Front anarchiste d'Iran — Anarchistes de Londres

Alors que des bombes tombent sur l'Iran depuis l'extérieur, la République islamique mène une seconde guerre contre son propre peuple, de l'intérieur.

Le commandant des forces de police de la République islamique a annoncé l'arrestation de 500 personnes, les

qualifiant d'« espions » pour avoir prétendument transmis des informations à des médias étrangers. Les Gardiens de la révolution du Lorestan ont arrêté trois autres personnes pour « atteinte à l'opinion publique, propagation de rumeurs et envoi d'images à des médias ennemis ». Au cours des seize jours qui ont suivi le début des frappes aériennes américaines et israéliennes, des arrestations ont eu lieu presque quotidiennement.

Le mot « espion » ne nécessite aucune preuve. Il réduit au silence par la peur. Il a toujours été l'arme de prédilection du régime contre quiconque documente, s'exprime ou refuse de se taire.

Ce qui nous inquiète le plus, ce n'est pas ce que nous savons, mais ce que nous ne pouvons pas savoir.

La coupure d'internet dure depuis plus de 384 heures, soit dix-sept jours, et la situation s'aggrave. Au cours des dernières 24 heures, une diminution des ressources du réseau de télécommunications réservées a été constatée, réduisant encore la disponibilité des VPN et privant d'accès certains utilisateurs autorisés et des services essentiels. Il ne s'agit pas d'une simple panne de communication. C'est un mur d'obscurité délibéré, derrière lequel le régime agit en toute impunité, arrêtant, détenant et faisant disparaître des personnes. Des jeunes qui ont partagé des images des bombardements. Des militants qui ont documenté les victimes civiles. Des journalistes qui ont contesté la version officielle du régime. De simples citoyens dont le seul crime a été de dire la vérité sur ce qu'ils ont vu.

Nous ignorons le nombre d'arrestations. Nous ignorons les conditions de détention des personnes déjà arrêtées avant le début du conflit. Nous ignorons ce qui se passe actuellement dans les cellules, les salles d'interrogatoire et les bases militaires où ont été emmenées les personnes arrêtées pour avoir participé aux manifestations.

Cette ignorance est précisément le nœud du problème. Le black-out informationnel existe précisément pour que le monde ne puisse pas voir et que nous ne puissions pas nous exprimer.

Nous sommes profondément préoccupés par la santé et la sécurité de tous les militants sociaux et politiques actuellement en Iran. Nous sommes préoccupés par tous les jeunes qui ont pris leur téléphone pour documenter cette guerre. Nous sommes également préoccupés par nos camarades anarchistes, qui subissent les bombardements impérialistes, la répression et l'emprisonnement.

À nos camarades en Iran : nous ne vous avons pas oubliés. Au reste du monde : le silence que vous entendez d'Iran n'est pas la paix. C'est un voile qui masque la répression. Brisez-le partout où vous le pouvez.

Non à la guerre impérialiste et au terrorisme d'État !

Non à la République islamique criminelle qui gouverne l'Iran !

Non aux mollahs ! Non au Shah !

Jin — Jiyan — Azadi ! (1)

« Femme, Vie, Liberté. »



Communisme anarchiste Le Havre

« Le communisme-anarchiste est la qualité ou forme constitutive d'une société égalitaire et libertaire (pouvant ne s'étendre qu'à une partie quelconque de l'humanité, comme pouvant embrasser l'humanité toute entière) où la portion du globe occupée par cette société, ainsi que les instruments de travail et tous les moyens de production qu'elle possède, sont la propriété indivise de la collectivité, et sont exploités par celle-ci, d'après un mode unissant l'utilité commune à l'autonomie complète, absolue de l'individu.

Où, de plus, tout gouvernement, tout pouvoir, toute autorité constituée est absolument exclue des rapports des individus, vivant isolés ou par groupes, séparés ou fédérés et se groupant ou se fédérant par affinité de profes-

sion, de goût, de caractère, d'idées, de but, etc., etc.

Où, enfin, n'existe pour l'homme d'autre loi, d'autre règle, d'autre morale que celles que sa raison et sa conscience lui dictent, d'autre répression que la réprobation publique ou la peine qui peut résulter pour lui de l'action défensive ou justicière de celui qu'il a outragé ; d'autre garantie contre l'injustice et la violence que le droit de résistance à l'oppression. »

L'Idée ouvrière N° 34 du 28 Avril au 5 Mai 1888

Dans le cadre de la solution de la question sociale, les anarchistes havrais pensent que pour obtenir l'adhésion du plus grand nombre possible de travailleurs, il faut ar-

gumenter sérieusement face à leurs détracteurs. Vérifier donc la valeur des principes Communistes-Anarchistes: des points de vue de la morale, de la justice et d'une saine économie. Afin de faire ressortir les avantages qui résulteraient de la réalisation sociale du Communisme-Anarchiste, prouver sa possibilité et, enfin, indiquer les voies et moyens préalables à employer pour arriver à substituer ce régime social à celui qui prévaut actuellement. (L'Idée ouvrière N° 39 du 2 au 9 Juin 1888)

La morale anarchiste

« Si les principes énoncés dans notre définition du Communisme-Anarchiste paraissent donner prise à la critique, nous ne pouvons penser que cela soit en les considérant du point de vue de la morale. En effet, si, comme cela résulte autant du sentiment populaire que de tout ce qui a été dit sur cette matière par les plus célèbres moralistes, nous devons entendre par morale, l'ensemble de ces préceptes qui font de celui qui, dans son commerce avec autrui, se les donne pour règle habituelle de conduite ce qu'on appelle un homme vertueux, il devient impossible, à moins d'une mauvaise foi absolue ou d'une surdité intellectuelle incurable, de nier le caractère hautement moral de ces principes.

En effet, quoi de plus propre à nous pousser à la vertu, c'est-à-dire nous rendre plus justes, plus sincères, plus solidaires, plus fraternels, plus désintéressés, plus généreux, plus indulgents et, par-dessus tout, plus utiles envers nos semblables que nous le sommes, par conséquent quoi de plus moral, qu'une situation sociale où tous sont égaux et frères, où nul ne peut avoir le droit ni d'exploiter, ni de dominer, ni de violenter les autres ?

Réaliser une telle situation, n'est-ce pas réaliser, dans ce que leur ensemble a de plus éminemment moral, les aspirations de ces hommes d'élite, de ces grands philosophes, de ces savants penseurs qui font la véritable gloire de l'humanité et dont les discours, les écrits ou les actes servent non seulement à inspirer tout ce que l'esprit, le génie et le courage humain peuvent accomplir de beau, de grand et de généreux, mais encore à nous montrer que le meilleur moyen de faire avancer la Civilisation dans la voie du progrès moral ne consiste à asseoir et maintenir, au prix de l'ignorance, de la sujétion et de l'affreuse misère du plus grand nombre, l'édifice social sur ce principe aussi odieux que ridicule : « chacun pour soi et Dieu pour tous », mais sur ceux de l'amour d'autrui, de la fraternité sociale, de la solidarité universelle, de l'association des forces productrices en vue de l'utilité commune et du bien-être général, du savoir pour tous, de l'égalité économique et de la liberté absolue de l'individu !

Quoi de plus moral encore que de rendre propriété commune la terre, les instruments de travail et les richesses créées par l'effort collectif ? N'est-ce pas enlever le caractè-

rière pénible et avilissant qu'introduisent dans les conditions actuelles du travail privilèges abusifs, inhumains, attachés à la propriété individuelle ?

N'est-ce pas aussi préserver le travailleur de l'influence démoralisatrice qu'exerce sur lui les hontes, les humiliations, les abjections de toutes sortes qu'il est quotidiennement obligé de subir ou même de solliciter pour ne pas mourir de faim ? N'est-ce pas enfin supprimer la cause première des haines, des vengeances, des suicides ou des crimes qu'engendrent ces souffrances imméritées : car d'où viennent celles-ci si ce n'est de ce fait que la terre et les richesses arrachées à son sein par les travailleurs sont appropriées par un petit nombre d'individus dont la rapacité ne laisse même pas à ceux dont le labeur les enrichit, de quoi pourvoir seulement au plus strict nécessaire, et les condamne ainsi par millions, chaque année, à mourir du mal de la faim !

Quoi de plus moral encore que d'éliminer de nos rapports tout ce qui constitue soumission, obéissance, assujettissement de ceux-ci à ceux-là et d'y substituer la libre entente d'individu à individu ou de groupe à groupe ; et de remplacer ces institutions prétendues protectrices du droit des gens et de la sécurité publique qu'on nomme gouvernement, magistrature, police, armée, par le droit absolu pour chacun de résister à toute espèce d'oppression ? N'est-ce pas assurer la fidélité aux promesses, le respect des engagements, l'inviolabilité des contrats ? N'est-ce pas bannir l'astuce, le mensonge, la fourberie, le chantage, qui, aujourd'hui, constituent le caractère principal de nos rapports sociaux.

Enfin, quoi de plus moral que d'instituer pour juge de l'action coupable, la conscience même de celui qui l'a commise, de ne reconnaître d'autre légitime répression que le blâme, la déconsidération ou la réprobation publique ? N'est-ce pas mieux que les vengeances judiciaires et les tortures pénitentiaires, faire renaître ou développer chez l'individu le sentiment de la dignité et de l'honneur ? N'est-ce pas opposer le frein le plus sûr aux instincts mauvais, aux passions malsaines et opérer, en quelque sorte, dans nos mœurs, nos habitudes, et jusque dans nos paroles, une sélection morale telle, qu'un jour nous arriverons tout naturellement à ne trouver notre propre intérêt, à ne sentir notre propre bonheur, que dans l'intérêt et le bonheur de nos semblables ?

Qu'on ne nous dise donc pas que les principes communistes-anarchistes, que nous proposons à l'adhésion des travailleurs, comme étant les seuls de l'application desquels puisse résulter la solution de la question sociale, sont contraires aux règles de la morale : quand tout prouve si clairement, leur haute, leur incomparable moralité. »

L'Idée ouvrière N° 40 du 9 au 16 juin 1888

Anarchie et monde universitaire: David Graeber

Anarchie et monde universitaire : un approfondissement des travaux de David Graeber

David Graeber commence l'un de ses livres les plus célèbres, *Fragments pour une anthropologie anarchiste*, par l'article : Pourquoi y a-t-il si peu d'anarchistes dans le monde universitaire ?

Ce qui suit n'est pas un commentaire sur cet ouvrage, mais un dialogue avec lui dans le but d'élargir l'un de ses points de vue, celui par lequel il s'exprimait en faveur de la compilation des fragments anarchistes de sa discipline, que nous allons développer, approfondir et généraliser afin de promouvoir une philosophie anarchiste pour le XXI^e siècle.

Si Graeber a pu poser cette question sur la rareté des universitaires anarchistes, c'est parce que, comme il le souligne à juste titre, « l'anarchisme en tant que philosophie politique est actuellement en plein essor (...) l'anarchisme a plus que parfaitement pris la place qu'occupait le marxisme dans les mouvements sociaux des années 1960 » (p. 9).

Les questions peuvent surgir lorsque le contexte social les incite à la réflexion, et c'est précisément à ce moment-là qu'un anthropologue a osé les aborder.

Il parlait alors de la diffusion des « principes anarchistes » dans les mouvements sociaux, une expression que nous préférons éviter, car l'anarchie signifie essentiellement « sans principes ». Les anarchistes seraient dépourvus de principes, ce qui expliquerait pourquoi on les considère, à tort, comme amoraux ou réfractaires à tout ordre.

Ce vieux préjugé est loin d'être vrai. Les anarchistes partagent des règles et une éthique communes, librement choisies, qui sont en accord avec ces règles de conduite. Ils n'imposent pas de lois, ni n'établissent de principes ; ils s'accordent plutôt sur des règles, parvenant à un consensus sur des principes de coexistence où la liberté et l'égalité sont collectivement préservées et où toute imposition de pouvoir et de hiérarchie est proscrite.

À cette exception près, celle de contester un mot utilisé par Graeber, les règles anarchistes qu'il énumère comme étant répandues par les mouvements sociaux contemporains sont : « l'autonomie, l'association volontaire, l'auto-organisation, l'entraide, la démocratie directe » (p. 9), qui sont toutes des concepts anarchistes.

David Harvey, professeur à la CUNY.

Graeber fait valoir à juste titre que ce fait ne se reflète pas dans les universités, et que s'il existe des milliers de pro-

fesseurs marxistes aux États-Unis, une douzaine tout au plus pourrait être considérée comme anarchiste.

La célèbre affinité du marxisme avec l'université tient au fait que, en tant qu'institution, le monde universitaire est hiérarchisé et organisé, depuis le Moyen Âge, à l'image de l'Église et de l'armée, avec sa hiérarchie. Cette hiérarchie s'étend des enfants de chœur aux cardinaux, des soldats aux généraux, jusqu'aux papes et aux chefs d'État : « Cela ne correspond pas vraiment au travail à l'université, peut-être la seule institution occidentale, avec l'Église catholique et la monarchie britannique, qui soit restée inchangée depuis le Moyen Âge, promouvant des débats intellectuels dans des hôtels de luxe et prétendant même que tout cela favorise la révolution » (p. 13). L'université est structurée verticalement, depuis les professeurs précaires et les assistants, qui perçoivent un salaire de misère, jusqu'aux professeurs contractuels, aux maîtres de conférences et enfin aux professeurs titulaires.

Devenu totalitaire, le marxisme a su s'adapter au milieu universitaire, car celui-ci reproduit une société hiérarchisée, celle des fonctionnaires. Il s'intègre ainsi à toute structure de pouvoir, telle que l'université techno-féodale du capitalisme tardif.

Bien que l'anarchisme, comme le souligne Graeber, soit présenté historiographiquement, à l'instar du marxisme, comme l'œuvre de quelques génies du XIX^e siècle – Marx et Engels d'une part, Kropotkine, Bakounine et Proudhon d'autre part –, cette équation est néanmoins erronée. L'anarchisme n'est pas personnaliste.

Les anarchistes du XIX^e siècle « faisaient référence à des formes de comportement humain considérées comme faisant partie intégrante de l'humanité depuis ses origines » (p. 10). Conscients de l'étymologie du mot qui sous-tendait leurs idées, les anarchistes les plus renommés ne se sont jamais présentés comme les créateurs d'une nouvelle doctrine, mais plutôt comme ceux qui adoptaient une attitude, un type de comportement, issu du présent, du passé et de l'avenir – autrement dit, une conduite intemporelle : libre, égalitaire et juste.

C'est pourquoi Graeber souligne que, tandis que les courants ou écoles marxistes portent le nom d'un chef d'État ou d'un intellectuel – marxistes, léninistes, maoïstes, etc. – c'est-à-dire qu'ils s'appuient sur des auteurs, les courants anarchistes sont anonymes.

Ils sont anonymes car ils sont considérés comme un produit collectif et populaire, à l'instar des mouvements anarcho-sindicalistes, anarcho-communistes, insurrectionnels, coopératifs, individualistes et plateformistes, qui ne portent le nom d'aucun leader.

Bien que l'Académie soit structurée de manière hiérarchique et que ses études soient historiographiquement axées sur les auteurs, l'anarchisme, rejetant les grades et les dirigeants, s'est articulé en leur absence et a travaillé autour de thèmes, et non autour de personnalités.

Ainsi, tandis que les débats académiques se sont enfermés dans un langage hermétique et fermé sur le monde extérieur, l'anarchisme s'est étendu à partir des mouvements sociaux, allant même jusqu'à infiltrer les universités de l'extérieur ces derniers temps. (A suivre dans le Libertaire de mai)



Etat et Liberté

La plupart des gens comprennent aisément que la société est une jungle capitaliste de luttes de pouvoir, exigeant une résilience stoïque pour encaisser les coups et les adversités sans broncher. La disponibilité en anglais de **De la liberté** de Timothy Snyder montre que, si les néolibéraux s'approprient actuellement le mot « liberté » – un autre développement regrettable –, les libéraux et les sociaux-démocrates s'efforcent de le récupérer, qualifiant de totalitaire tout ce qui n'appartient pas à eux, tout en soulignant que c'est précisément ce que font leurs adversaires.

Certains essaient d'adapter leurs écrits aux problématiques de notre époque et écrivent sur le féminisme, l'écologie ou l'intelligence artificielle, mais le problème principal de notre époque semble être ailleurs : personne ne sait comment vivre, on endure, on veut changer de vie, mais on ne parvient qu'à résister stoïquement à sa situation.

Nous vivons dans un enfer qui, en l'appelant constamment paradis, société de bien-être ou État-providence, même si cela engendre toutes sortes de désagréments, a transformé l'existence du bourgeois qui lit quelque chose comme un limbe ou un purgatoire, en une bulle désagréable dont il ne veut pas sortir parce que ce qui se trouve à l'extérieur l'effraie ou parce qu'on lui a dit que c'était bien pire.

Mais les masses ne sont pas dupes ; elles savent qu'elles aussi forment une multitude et participent à l'intelligence collective. Si elles lisent des discours sur le « pouvoir » et la « résistance », c'est qu'elles aspirent à une « liberté » qu'on leur vend mais qu'on leur vole. Elles savent que nous vivons dans la société du spectacle, dans une servitude volontaire, que la liberté qu'on leur propose n'est qu'un simulacre, mais elles ne savent ni comment agir ni comment s'en échapper. Ceux à qui les maîtres de l'existence, qu'ils soient libéraux ou néolibéraux, accordent

quelques avantages, s'en trouvent réconfortés, tandis que ceux qui n'ont aucun avantage, même s'ils sont majoritaires, s'efforcent simplement de les obtenir sans se rebeller.

Comme toujours, on manque de courage pour se rebeller en masse contre le mode de vie imposé. Mais pour mener une insurrection et une rébellion générales, il faudra peut-être, entre autres, revoir nos habitudes de lecture.

Pour commencer, nous recommandons le célèbre Discours sur la servitude volontaire d'Étienne de La Boétie, le non moins classique Étatisme et anarchie de Bakounine, et aussi, parmi les contemporains, celui intitulé Critique de la raison cynique de Sloterdijk, auquel nous ajouterons Culture et Simulacre de Jean Baudrillard.

La servitude volontaire est multicausale, résultant de divers phénomènes, mais sa cause principale réside sans doute dans la structuration verticale et pyramidale de la société, du sommet à la base. Sans collaboration avec le souverain, avec le tyran transformé en État, la liberté ne saurait se réduire à la soumission ni l'égalité à la domination. La force – police et armée – pourrait sembler être un moyen d'assujettissement, mais il n'en est rien ; elle est un instrument de répression lorsque nécessaire, mais la domination s'acquiert en supplantant la tyrannie, transformant certains sujets collaborateurs en grands tyrans dont le pouvoir se réduit comme peau de chagrin.

« Ni la cavalerie ni l'infanterie ne constituent la défense du tyran. C'est difficile à croire, mais c'est la vérité. Il y a quatre ou cinq hommes qui soutiennent le tyran, quatre ou cinq qui imposent la servitude à la nation entière pour son compte. Il y a toujours eu cinq ou six confidents du tyran, ceux qui l'approchent de leur plein gré ou qu'il convoque, pour devenir complices de ses cruautés, compagnons de ses plaisirs, proxénètes de ses désirs et ceux qui se partagent le butin de ses pillages. Ce sont eux qui

manipulent si bien leur chef qu'il devient un fléau pour la société, non seulement à cause de sa propre perversité, mais aussi à cause de la leur. Ces six hommes ont six cents hommes sous leur pouvoir, qu'ils manipulent et qu'ils corrompent, tout comme ils ont corrompu le tyran.

»

Ce qui apparaît à la gauche comme la moindre des choses, l'État démocratique représentatif social-libéral, est composé de centaines de parlementaires et de sénateurs qui commandent des milliers de personnes, leur pouvoir se diffusant du sommet à la base, comme c'était le cas autrefois avec le souverain : « Ces six cents individus ont six mille personnes sous leur emprise, qu'ils placent à des postes importants, auxquelles ils confient le gouvernement des provinces ou l'administration du trésor public, afin de satisfaire leur avarice et leur cruauté, de les mettre en pratique à leur guise et de causer tant de tort partout que nul ne peut agir sans les consulter, ni se soustraire aux lois et à leurs conséquences sans recourir à eux. La chaîne de ceux qui leur succèdent est immense. Quiconque voudrait s'amuser à démêler cet écheveau constatera qu'il ne s'agit pas de six mille, mais de cent mille, de millions, qui tiennent le tyran à leur merci et qui forment entre eux une chaîne ininterrompue remontant jusqu'à lui. »

Le problème est que nous avons été convaincus que, parmi toutes les organisations possibles, toutes considérées comme étatiques, la forme d'État la moins mauvaise serait l'État républicain, ce qui est peut-être vrai, mais le fait de devoir choisir entre plusieurs maux nous empêche de choisir le bien et de rejeter tout le mal. L'autonomie démocratique entre individus libres et égaux est interdite, et si l'on prétend qu'elle peut être réalisée par le biais de l'État social-démocrate, cela ne fait que masquer la domination flagrante de l'État néolibéral. Bakounine l'a clairement exprimé dans le meilleur ouvrage de géopolitique de son époque : « Par conséquent, aucun État, quelles que soient ses formes démocratiques, même la république politique la plus radicale, populaire uniquement au sens trompeur de la représentation du peuple, ne pourra donner au peuple ce qu'il désire, à savoir la libre organisation de ses propres intérêts par la base, sans aucune ingérence, tutelle ou violence d'en haut, car tout État, même le plus républicain et démocratique, même le pseudo-État populaire inventé par M. Marx, ne représente, en essence, rien de plus que le gouvernement des masses par le haut, à travers une minorité intellectuelle, c'est-à-dire les plus privilégiés, censés comprendre et percevoir les véritables intérêts du peuple mieux que le peuple lui-même. Ainsi, satisfaire la passion populaire et les revendications du peuple est absolument impossible pour les classes possédantes et dirigeantes ; la violence d'État, l'État lui-même, car État signifie précisément violence, domination par la violence, masquée si possible, et, si nécessaire, ouverte et flagrante. »

Au sein de la bourgeoisie, voire du prolétariat, on recrute les plus industrieux et les plus dociles : ceux qui excellent dans le respect des règles et se montrent assidus dans leurs études et leur travail. Ils manifestent généralement une prédisposition à servir l'État bourgeois et l'ordre établi. Endoctrinés aux vertus du contrat social, de la raison et du progrès, et animés de bonnes intentions, les sociaux-démocrates croient sincèrement, au départ, que leur mission est d'améliorer la vie du peuple. Cependant, une fois placés au-dessus des autres, ces nobles motivations dégénèrent et disparaissent rapidement ; ils ne poursuivent leurs objectifs qu'en feignant d'agir dans l'intérêt du peuple, alors qu'ils savent pertinemment que leur action ne profite qu'aux plus riches.

« Les exigences d'une certaine position l'emportent sur les sentiments, les intentions et les meilleures motivations. De retour au pays, les jeunes gens (...) après avoir fait leurs études à l'étranger se sentent obligés, grâce à l'éducation reçue et surtout par devoir envers l'État pour lequel ils ont passé la majeure partie de leur temps à l'étranger, ainsi que par l'impossibilité absolue de trouver d'autres moyens de subsistance, de devenir fonctionnaires et d'intégrer ainsi la seule aristocratie du pays, celle de la bureaucratie. Une fois entrés dans cette classe, ils deviennent, malgré eux, des ennemis du peuple.

Ils auraient pu vouloir, surtout au début, libérer leur peuple ou, du moins, améliorer son sort, mais ils doivent l'étouffer et le dépouiller. Il suffit de poursuivre ce travail pendant deux ou trois ans pour s'y habituer et, finalement, s'y résigner, à l'aide de n'importe quel mensonge libéral, voire démocratique et doctrinaire ; et notre époque regorge de tels mensonges. Une fois résignés à cette nécessité implacable contre laquelle il n'y a pas de résistance, ils sont contraints de devenir des ennemis du peuple. » Ils sont capables de se battre, ils deviennent des scélérats accomplis et sont d'autant plus dangereux pour le peuple que leurs déclarations publiques sont libérales ou démocratiques.

Notre meilleur État, et névoquons même pas le pire, ne peut être qu'un substitut au Souverain. L'État absolutiste ou l'État stalinien, l'État néolibéral ou l'État social-démocrate, ne diffèrent pas dans leur structure ; comme tous les États, ils sont hiérarchisés et organisés de haut en bas. De même que la base d'une pyramide sera toujours plus peuplée que ses sommets successifs, l'État impliquera toujours la domination de la majorité par une minorité. Il est toujours faux de prétendre que la vie des privilégiés puisse être universalisée et généralisée, et devenir identique à celle des plus démunis.

« Nous autres Russes, jusqu'au dernier d'entre nous, savons ce que représente ce doux empire panrusse du point de vue de notre vie intérieure. Pour un petit nombre, peut-être quelques milliers d'individus, à la tête desquels

se trouve l'Empereur avec toute sa famille auguste et tous ses illustres serviteurs, cet empire est une source inépuisable de toutes les richesses, sauf celles de l'intelligence et de la morale humaines ; pour un cercle plus large — bien que toujours une minorité restreinte — comprenant plusieurs dizaines de milliers d'individus, officiers supérieurs de l'armée et fonctionnaires civils et ecclésiastiques, riches propriétaires terriens, marchands, capitalistes et parasites, c'est un protecteur généreux, bienveillant et indulgent d'un vol légal et fort lucratif ; pour la grande masse des petits employés — toujours insignifiants en comparaison de la grande masse du peuple — c'est une nourrice avare ; et pour les millions d'ouvriers, c'est une marâtre sinistre, un oppresseur impitoyable et un tyran meurtrier . »

L'histoire de la modernité et des Lumières est celle d'une tromperie, de l'aboutissement du cryptage du pouvoir qui a permis le simulacre de démocratie mondialisée, l'histoire d'un capitalisme triomphant qui, à mesure que sa domination sur le monde s'accroît, se croit capable de se défaire de certains masques, comme celui de l'État de droit, pour renouer avec un pouvoir despotique. Un nouveau siècle des Lumières ne serait alors rien d'autre que le nouveau visage d'une tromperie renouvelée, un autre simulacre de démocratie destiné à gouverner les masses en leur faisant croire que leur liberté réside dans leur servitude.

Les hommes d'affaires et les fonctionnaires éclairés sont des élitistes cyniques qui savent que leur vie idéale ne peut être généralisée et qui, pourtant, entretiennent pour les masses l'illusion de l'universalité et du progrès, du progrès de la raison et de l'État-providence, une position qu'ils défendent, de manière ambiguë, avec enthousiasme et discrétion.

Dès l'instant où l'on commence à gagner environ 4 000 euros par mois – et tous les dirigeants gagnent bien plus que cela –, la personne éclairée commence à défendre cyniquement les principes de l'émancipation de l'humanité, tout comme le prêtre hypocrite, désabusé par la découverte de la mort de Dieu, l'avait fait avant lui avec les principes de la religion : « Avec 2 000 marks nets par mois, le contre-révolution des Lumières commence discrètement, proposant que quiconque a quelque chose à perdre règle en privé avec sa conscience tourmentée ou avec la superstructure par des engagements. »

C'est quelque chose que les personnes éclairées manifestent parfois, car, bien que leur discrétion les amène à cacher un secret aussi évident, elles ne peuvent pas toujours contenir des élans de sincérité : « Toute arrogance, une fois qu'elle s'est exprimée, ne peut qu'être indiscret ; mais dès qu'elle a acquis la discrétion, elle peut se révéler d'une sincérité incroyable. (...) La sagesse éveillée de la classe dirigeante cherche à fixer des limites discrètes ;

car elle entrevoit le chaos social si, du jour au lendemain, les idéologies, les craintes religieuses et les compromis venaient à disparaître de l'esprit du plus grand nombre. Désabusée elle-même, elle reconnaît la nécessité fonctionnelle absolue de l'illusion pour le maintien du statu quo social. C'est ainsi que les Lumières agissent dans l'esprit de ceux qui ont perçu la montée du pouvoir. Leur prudence et leur discrétion sont parfaitement réalistes, car elles recèlent une sobriété impressionnante, une sobriété qui leur permet de reconnaître que les plaisirs les plus purs ne sépanouissent que dans le statu quo qui concentre les opportunités d'individualité, de sexualité et de luxe entre les mains de quelques-uns. Ce n'est pas sans faire référence à ces secrets d'un pouvoir corrompu que Talleyrand affirmait que la douceur de vivre n'avait été connue que de ceux qui avaient vécu avant la Révolution. » (Peter Sloterdijk, Critique de la raison cynique. Siruela, Madrid, 2003, p. 77).

La Révolution française a porté la bourgeoisie au pouvoir, mais celle-ci n'a jamais cessé de convoiter la puissance aristocratique qu'elle avait renversée et dont elle refusait de reconnaître la place. Ainsi, en secret, elle a œuvré sans relâche à la création d'une façade totale, d'une sorte de gérontoplasme mou lui permettant de se présenter comme la championne de la Raison et de la Liberté, la porte-étendard de la Lumière contre les Ténèbres, tout en gravissant les échelons de ce gouvernement pyramidal que l'argent et le pouvoir lui offraient.

Dans **Simulacres et Simulation**, ouvrage de 1977, Jean Baudrillard nous explique que dans la simulation : Il ne s'agit plus d'imitation, de répétition, ni même de parodie, mais de substitution du réel par les signes du réel, c'est-à-dire d'une opération de dissuasion de tous les processus réels par leur double opératoire, (...) qui offre tous les signes du réel (...). Dissimuler, c'est prétendre ne pas avoir ce que l'on a. Simuler, c'est prétendre avoir ce que l'on n'a pas. L'un renvoie à une présence, l'autre à une absence. Mais la question est plus complexe, car simuler n'est pas prétendre : celui qui fâche une maladie peut simplement aller se coucher et faire croire aux autres qu'il est malade. Celui qui simule une maladie prétend en présenter certains symptômes. Ainsi, prétendre ou dissimuler laisse intact le principe de réalité : il y a une réalité claire, seulement masquée. Quant à la simulation, elle remet une fois de plus en question la différence entre le vrai et le faux, entre le réel et l'imaginaire.

Il en résulte une corruption généralisée, qui substitue le pouvoir constitué au pouvoir des citoyens. Ce dernier gouverne d'en haut par un système clientéliste pyramidal de faveurs qui se diffusent sans jamais atteindre la base qui le soutient. L'anarchie est exclue et réprimée, voire délibérément absorbée, par un libéralisme qui considère que tout ce qui existe doit se soumettre à son administration totalitaire de l'existence.

Dans le jeu de la post-vérité, la gauche et la droite, sociaux-démocrates et néolibéraux, tous deux désormais cyniques et hypocrites, se retrouvent en désaccord. Lorsque la simulation, la mascarade de la démocratie, n'est plus nécessaire, les fausses informations le deviennent aussi, car c'est précisément ce type d'information que le pouvoir d'État, allié à celui des plus grands capitalistes, utilise avant tout pour abattre son rival.

Dès lors, il apparaît clairement et sans détour que l'État contemporain, sans masque, tel celui de Donald Trump et d'Elon Musk, est aussi absolutiste que celui du tsar Nicolas II, aussi nazi que celui d'Hitler et aussi social que celui de Staline.

Simon Royo Hernandez

Jules Durand l'anarchiste

Édition. Le Libertaire, revue de synthèse anarchiste, publie un passionnant hors-série sur l'appartenance de Durand à ce mouvement.

« Jules Durand était-il anarchiste ? Si on avait posé cette question aux vieux militants ouvriers du Havre il y a une trentaine d'années, anarchistes comme communistes, cela leur aurait paru incongru, voire déplacé » peut-on lire en ouverture de la Une de ce numéro hors-série publié le mois dernier sur le site internet du Libertaire. Ce journal de quatre pages très dense et précisément documenté, devrait faire l'objet d'une publication d'ici la fin de l'année. « Nous sortirons sur papier ce numéro hors-série sur Jules Durand et le diffuserons gratuitement et à grande échelle, au Havre, lors des manifestations qui ne manqueront pas de se produire lors du dernier trimestre de cette année 2017 », indiquent les rédacteurs du Libertaire. « Chahuter par de tels propos la mémoire d'un homme et son mouvement, c'est ébranler à plus grande échelle la mémoire et l'héritage ouvriers havrais », indiquent-ils en déroulant leur méthode : d'abord l'examen des œuvres littéraires consacrées à Jules Durand, dès la fin des années cinquante et notamment celles d'Armand Salacrou, l'auteur de *Boulevard Durand*. Plusieurs discours trouvés au sein des rapports de la police et d'articles de presse publiés à l'époque de l'affaire Durand viennent ensuite.

« Dresser un portrait contemporain d'un Jules Durand sans lien avec le courant libertaire, c'est simplement, à nos yeux, illustrer une volonté nouvelle d'édulcorer l'héritage révolutionnaire havrais. Plus clairement, c'est rendre ce dernier perméable à une certaine récupération politicienne », concluent les auteurs de la revue *Le Libertaire*.

« Passer sous silence l'anarchisme de Jules Durand comme celui des dirigeants de la Bourse du Travail de l'époque serait pour le moins curieux », ajoute Patrice Rannou. L'auteur de *L'Affaire Durand*, publié en 2013 aux éditions Noir et Rouge, insiste sur le fait que la rédaction de ce hors-série a été faite en étroite collaboration avec deux docteurs en histoire.

CHRISTOPHE PRETEUX

■ Ce hors-série peut être consulté sur le-libertaire.net

Le Libertaire
 Internet : <http://le-libertaire.net/>
 E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
 Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
 Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com